

Education Under Attack 2022

Madame la Ministre,

*Ce mercredi 1 juin est le jour du lancement du rapport de la **Global Coalition to Protect Education from Attack (GCPEA)** dont font partie Unicef et Plan International, deux membres de la plateforme Educaid.be. Tous les deux ans, la GCPEA publie le rapport Education Under Attack qui fournit la seule documentation et analyse mondiale des attaques contre les écoles et les universités, leurs étudiants et membres du personnel.*

Educaid.be se sent très concernée par cette problématique. En mai 2019, la plateforme avait organisé une conférence intitulée, “l’Éducation et le Déplacement pour une éducation de qualité aux réfugiés et aux personnes déplacées”. Fin octobre 2021, lors des webinaires #Five4Education, Educaid.be a abordé la thématique de l’éducation en situation d’urgence.



©2021 UNICEF/UN0514375 /UNICEF Afghanistan 1

L'éducation est un droit fondamental, qui doit être garanti aussi en temps de crise, qu'elle soit sanitaire, climatique ou liée à un conflit. Dans les zones de conflit, les attaques contre l'éducation et l'utilisation militaire des écoles portent profondément atteinte au droit à l'éducation. Les enfants et les jeunes ne sont pas uniquement privés de leur scolarité pendant plusieurs années, mais nombreux sont ceux qui vivent avec un traumatisme à vie.

Le rapport *Education Under Attack 2022* analyse six formes de violations contre l'éducation : les attaques contre les écoles ; les attaques contre les étudiants, les enseignants et les autres membres du personnel éducatif; l'utilisation militaire des bâtiments scolaires et universitaires; le recrutement d'enfants à l'école ou sur le chemin de l'école ; les violences sexuelles perpétrées par des groupes armés au sein de l'école ou de l'université ou sur le chemin de l'école ou de l'université ; et les attaques contre l'enseignement supérieur.

L'équipe de recherche d'*Education Under Attack* a trouvé des cas signalés d'attaques contre l'éducation ou d'utilisation militaire dans pas moins de 84 pays en 2020 et 2021. Dont 28 qui ont connu plus de 10 attaques signalées contre l'éducation sur une période de deux ans, ainsi qu'un conflit armé pendant la période considérée. Vous trouverez le rapport complet en annexe.

Les principales conclusions du rapport (période 1er janvier 2020 au 31 décembre 2021):

- À l'échelle mondiale, les attaques contre l'éducation ont augmenté en 2020 et 2021, par rapport à 2018 et 2019. Les attaques et l'utilisation militaire des écoles ont augmenté d'un tiers en 2020 et se sont poursuivies à ce rythme en 2021.
- Plus de 9 000 étudiants et éducateurs ont été enlevés, arrêtés, blessés ou tués lors de ces événements.
- Au cours de la période de référence 2020-2021, la GCPEA a identifié 11 pays où les filles et les femmes auraient été ciblées en raison de leur genre lors d'attaques contre les écoles.

Les principales recommandations du rapport :

- Mettre fin aux attaques contre l'éducation et mettre en œuvre la Safe School Declaration et les directives sur la sécurité des écoles
- Les États doivent appliquer la résolution 2601 du Conseil de sécurité des Nations Unies sur la protection des écoles dans les conflits armés.
- Les prestataires d'éducation doivent s'assurer que l'éducation n'exacerbe pas les conflits mais promeut la paix et offre une protection physique et psychosociale aux étudiants.
- Les prestataires de services éducatifs doivent "build back better - reconstruire en mieux" après des attaques contre l'éducation et garantir un financement non seulement pour réparer, mais aussi pour améliorer les écoles et les rendre plus sûres et plus inclusives pour tous les étudiants et éducateurs.

Impact positif de la Safe School Declaration :

A ce jour, la déclaration a été approuvée par 114 Etats. Voici quelques exemples de bonnes pratiques de mise en œuvre de la *Safe School Declaration* au cours de la période considérée:

- Le 6 septembre 2021, le gouvernement du Nigeria a publié une politique nationale sur la sûreté, la sécurité et des normes minimales pour des écoles sûres.
- Le plan d'action national de l'Italie contient un engagement spécifique du ministère des Affaires étrangères à promouvoir la *Safe School Declaration* en partageant les bonnes pratiques et en utilisant le plaidoyer des pairs. Le plan prévoit également une collaboration renforcée entre le ministère italien des Affaires étrangères et le ministère de la Défense pour protéger les femmes et les filles, notamment en développant un module spécifique sur les enfants et les conflits armés dans la formation du personnel militaire.
- En Palestine, afin d'accroître la protection des écoles contre l'usage militaire, le ministère de l'éducation, avec le soutien de Save the Children et de Defense for Children International, a élaboré un plan d'action à mettre en œuvre au niveau des écoles.

Educaid.be appelle le gouvernement belge à :

- 1) Une meilleure prise en compte de la situation de l'éducation dans l'aide humanitaire belge et l'allocation des moyens nécessaires et suffisants pour soutenir l'enseignement dans l'aide humanitaire ;
- 2) Soutenir les efforts pour mettre fin aux attaques contre l'éducation et mettre en œuvre la *Safe School Declaration* et les directives sur la sécurité des écoles ;
- 3) Soutenir l'accès à une éducation sûre et de qualité aussi pendant les conflits armés par le biais de l'aide humanitaire (indirecte et multilatérale). Outre l'accès au savoir, l'école est souvent le seul endroit où les enfants et les jeunes se sentent en sécurité et où ils peuvent mener une vie plus ou moins normale malgré la situation de conflit
- 4) Investir dans l'enseignement à distance et soutenir les programmes scolaires non conventionnels dans les situations de crise afin que les enfants et les jeunes puissent continuer leur apprentissage ;
- 5) Soutenir la mise en œuvre de la *Safe School Declaration* dans les pays partenaires, par le biais de financements, de dialogues bilatéraux et d'interventions dans des forums multilatéraux ; et ce à tous les niveaux : en coopération avec les différents ministères, les écoles, les communautés, les écoles de militaires, etc.
- 6) Soutenir les services éducatifs de "build back better - reconstruire en mieux" après des attaques contre l'éducation et garantir un financement non seulement pour réparer, mais aussi pour améliorer les écoles et les rendre plus sûres et plus inclusives pour tous.
- 7) Aider les autorités dans le rapportage des attaques contre les écoles et au renforcement de la sécurité dans et autour des écoles, y compris pour les incidents de violence sexuelle et les menaces spécifiques contre les étudiantes et les enseignantes.
- 8) Approuver et de mettre effectivement en œuvre la déclaration politique facilitée par l'Irlande pour faire face aux conséquences humanitaires résultant des armes explosives dans les zones peuplées (EWIPA - Explosive Weapons in Populated Areas), afin de protéger les enfants des armes explosives.

Nous vous remercions pour votre attention et restons à votre disposition pour un échange plus approfondi et un soutien dans la mise en œuvre de votre politique.

Au nom d'Educaid.be,
Marije van Breda

Annexe 1

[Education Under Attack 2022](#)

[A report by the Global Coalition to Protect Education from Attack](#)